

Le Parlement européen arrête sa ferme position sur le Brexit

**Jean-Claude Juncker
(Commission)**

“Le Parlement européen sera amené à participer à ces négociations difficiles”, a promis le président de la Commission. Laquelle, affirme-t-il, “est sur la même longueur d’onde” que l’Hémicycle. Revenant lui aussi sur la question des droits des citoyens européens vivant en Angleterre ou britanniques expatriés dans un pays de l’Union, le Luxembourgeois a déclaré que ceux-ci “ne peuvent en aucun cas servir de monnaie d’échange [...] Nous veillerons à ce que leurs intérêts soient respectés.”

Union européenne Il devra donner son aval à tout accord entre l’UE et Londres.

Les gouvernements du Royaume-Uni n’ont jamais tenu le Parlement européen en très haute estime. Réunis ce mardi en séance plénière à Strasbourg, les eurodéputés ont néanmoins envoyé à Londres (mais aussi aux vingt-sept autres capitales) un message clair: le Parlement européen ne pourra pas être tenu pour quantité négligeable pendant les négociations du Brexit. D’autant qu’en bout de course, l’accord de retrait du Royaume-Uni de l’Union européenne devra recevoir l’approbation du Parlement, de même, plus tard que celui établissant les nouvelles relations entre les deux parties séparées.

L’Hémicycle a l’intention d’imprimer sa marque avant même le début des négociations, même s’il n’en sera pas (directement) partie prenante. Après les interventions, parfois musclées et très critiques envers Londres, des chefs des groupes politiques, il a adopté mardi une résolution détaillant les conditions qu’il pose pour donner son aval à l’accord de retrait, d’ici deux ans..

Le résultat du vote (516 voix pour, 133 contre et 50 abstentions) témoigne de la volonté des eurodéputés de présenter un front uni. La résolu-

tion a reçu l’appui du Parti populaire européen, des socialistes et démocrates, des libéraux et démocrates, de la gauche radicale et des Verts. S’y sont opposés ou se sont abstenus: les élus du groupe des Conservateurs et réformistes (dominé par les Tories britanniques), l’EFDD de l’anti-européen Farage et les extrémistes de droite. *“Le Royaume-Uni et le Conseil savent à présent quelle est la position du Parlement et peuvent en tenir compte pendant les négociations”, a déclaré après le vote le libéral belge Guy Verhofstadt, négociateur en chef pour le Parlement.*

1 Le divorce d’abord

La position du Parlement est la même que celle définie par les “orientations générales de négociations” soumises la semaine dernière aux capitales par le président du Conseil européen, Donald Tusk. Les eurodéputés réclament que des “progrès substantiels” (là où M. Tusk parle de “progrès suffisants”) aient été accomplis dans la procédure de retrait avant d’entamer les discussions sur de “possibles arrange-

ments transitoires” qui serviront de base à l’accord définitif sur la future relation entre les deux parties séparées. Pour résumer: pas de négociations parallèles.

2 Faire les choses dans l’ordre: le retrait d’abord

Le premier point à régler est le statut des citoyens de l’UE installés outre-Manche mais aussi celui des Britanniques installés dans l’Union. *“Nous avons le devoir de défendre leurs droits”, a déclaré le président du Parlement européen, Antonio Tajani, citant “les étudiants, les travailleurs, les familles, dont certains qui ont passé la totalité de leur vie dans un autre pays de l’UE ont besoin de certitude”, a insisté l’Italien. M. Tajani a également mis l’accent sur la sécurité des citoyens. Message explicite à la Première ministre Theresa May: la coopération britannique en matière de*

sécurité et de défense ne peut être un instrument de marchandage.

Egalement au-dessus de la pile: la question de la frontière entre l'Irlande (membre de l'UE) et l'Irlande du Nord (partie du Royaume-Uni). Le Parlement recommande d'éviter de fermer cette frontière et de tout faire pour assurer la continuité et la stabilité du processus de paix en Irlande du Nord.

Comme M. Tusk et la Commission, le Parlement rappelle à Londres qu'il faut respecter ses obligations financières tant que l'on est membre du club, et payer ce que l'on doit en sortant. Prudent, le Parlement ne chiffre pas la facture. *"Il faut d'abord un accord sur le principe"*, souligne Guy Verhofstadt.

3 Pas de choix à la carte pour Londres

Les quatre libertés de circulation (travailleurs, biens, services et capitaux) sont indissociables, rappelle le Parlement. Leur respect est la condition sine qua non d'accès au marché intérieur (auquel Londres a renoncé, souhaitant limiter l'immigration de travailleurs de l'UE). Par ailleurs, il ne peut être question de signer des accords bilatéraux entre le Royaume-Uni et l'un ou l'autre Etat membre sans l'accord des Vingt-sept, ni de signer des accords sectoriels, notamment dans le domaine financier. Enfin, dans le cadre de sa future relation avec l'Union, l'ex-Etat membre devra continuer à respecter les législations européennes en matière d'environnement, de lutte contre le changement climatique et enterrer le rêve de certains *Brexiteers* de jouer la carte du dumping fiscal et social.

Olivier le Bussy

"Nous demandons la fermeté envers le Royaume-Uni: nous ne pouvons accepter qu'il soit plus favorable d'être hors de l'Union qu'en dedans. Mais nous sommes généreux, ouverts et positifs envers les citoyens européens."

Guy Verhofstadt

Négociateur en chef
du Parlement européen

Propos recueillis par
Véronique Leblanc,
à Strasbourg

Michel Barnier (négociateur en chef)

Le négociateur en chef du Brexit pour l'Union a répété que Londres devrait s'acquitter de ses engagements financiers envers l'UE (évalués entre 55 et 60 milliards d'euros). *"Nous ne chercherons jamais à punir le Royaume-Uni"*, a assuré le Français, *"mais nous devons solder les comptes, ni plus ni moins"*. Il a salué la *"première prise de position politique"* qu'est la résolution et souligné qu'il faudrait *"travailler dans l'unité"* et *"dire ce qu'implique le fait de quitter"* l'UE. Selon lui, cela permettra aux citoyens de réaliser tous les progrès qu'elle représente au quotidien. De l'usage pédagogique du Brexit...

Manfred Weber (PPE)

Premier à s'exprimer lors du débat, le chef du groupe du Parti populaire européen (PPE, droite et centre droit, le plus important du Parlement) Manfred Weber a insisté sur la portée politique de la résolution : *"Nous voulons envoyer un signal clair de l'utilité de l'Union européenne, Londres doit comprendre qu'il ne sera pas possible de faire éclater notre position."* L'Allemand a clairement annoncé la couleur : *"Le Royaume-Uni reste notre partenaire et ami. Mais les négociations seront dures."*

Gianni Pittella (S&D)

"Notre priorité est de protéger les droits acquis des citoyens européens menacés par le Brexit. Nous sommes prêts à utiliser notre droit de veto si les conditions posées dans la résolution ne sont pas respectées", a menacé le chef des socialistes et démocrates. L'Italien a éreinté les Tories, qui *"ont voulu un référendum mais au lendemain du vote n'avaient pas la moindre idée sur la façon de lancer la procédure de divorce. Vous voulez reprendre le contrôle? Mais de quoi voulez-vous reprendre le contrôle? Vous avez promis un meilleur futur, mais vos mensonges ont créé le chaos au Royaume-Uni"*.

Helga Stevens (ECR)

Le groupe des Conservateurs et réformistes européens (dominé par les Tories britanniques) ne s'est pas associé à la résolution. Sa vice-présidente, la Belge Helga Stevens (N-VA) épingle toutefois des points d'accord, notamment sur les droits des citoyens. Elle trouve cependant que les *"exigences excessives"* du Parlement vont rendre la tâche du négociateur Barnier, *"plus difficile"*. *"L'Europe a besoin d'un nouveau cap si elle veut récupérer la confiance des citoyens."* Pour l'ECR, il tient en deux mots : confédération et décentralisation.

Guy Verhofstadt (ALDE)

Après avoir brossé l'historique des relations mouvementées entre l'Angleterre et l'Europe – *"moins une histoire d'amour qu'un mariage de raison"*, l'ex-Premier belge a voulu garder espoir. *"Nous n'avons pas réussi à relier la Grande-Bretagne au continent [...], mais on ne devrait pas reprocher à nos prédécesseurs d'avoir essayé. Je suis convaincu qu'un jour, il y aura un jeune ou une jeune qui essaiera de nouveau et ramènera la Grande-Bretagne au sein de l'Union européenne"*, a osé le libéral, négociateur en chef du Parlement européen.

Gabriele Zimmer (GUE)

Rallié à la résolution commune depuis la veille, le groupe de la gauche unitaire européenne fait lui aussi des droits des citoyens *"la priorité des priorités"*, a déclaré sa présidente. Point essentiel pour elle : la question irlandaise et la prise en compte des accords de paix. *"Il n'est pas question, au XXI^e siècle, d'accepter une nouvelle frontière."* Par ailleurs, selon l'Allemande, *"si les propos des démagogues tels que Farage ont pu créer une telle atmosphère au Royaume-Uni, c'est à cause des problèmes sociaux que n'a pas réglé l'Union européenne"*.

Philippe Lamberts (Verts)

"La souveraineté absolue n'existe pas au XXI^e siècle" a déclaré le coprésident des Verts. *"Qui peut penser qu'un seul Etat peut faire face à Trump, à Poutine, au changement climatique, au terrorisme et aux défis migratoires?"* Evoquant Theresa May, le Belge a parlé de ce Royaume-Uni qu'elle souhaite construire. Un Royaume-Uni que ses enfants et petits-enfants pourraient appeler "patrie". Soit, *"mais ne laissez pas tomber tous ceux qui, parmi vos concitoyens, se sentent chez eux au Royaume-Uni comme en Europe"*, a-t-il conclu.

Nigel Farage (EFDD)

Arborant des chaussettes aux couleurs de l'Union Jack, l'ex-leader du parti anti-européen Ukip est enchanté par ce Brexit pour lequel il a œuvré. Il a traité le Parlement européen de *"mafia"* et ses membres de *"gangsters"* qui veulent retenir les Britanniques en otages. *"Inacceptable"*, a grondé l'Italien Antonio Tajani, président de l'assemblée. Pour Nigel Farage, les Britanniques ne souffriront pas du Brexit car *"on n'est pas tenu de boire du vin français, d'acheter des voitures allemandes, ni de manger du chocolat belge"*.